

Délibération n° 2020-12-03/18

Objet : Convention groupement de commandes publiques - Autorisation de signature - Marché Public d'achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le jeudi trois décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 novembre 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 27

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS – Francine BOYER - Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST.

Absente excusée : Colette MORETEAU pouvoir à Christiane PISTRE - Véronique CHIREUX pouvoir à Isabelle GIANIEL.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats et de réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques.

Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie et dans le cadre de la coopérative de services, la réglementation permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet, en application des articles L 2113-6 et L 2113-7 du code de la commande publique en vue de la passation d'un marché relatif à l'achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques, au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public, lancée pour le compte des membres du groupement suivant : Montpellier Méditerranée Métropole et les villes de Montpellier, Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Monferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Georges d'Orques, Villeneuve-les-Maguelone.

La ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement au sens de l'article L 2113-7 du code de la commande publique. En vertu de cet article, la ville de Montpellier, en tant que membre coordonnateur, est chargée de préparer et de passer les marchés sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Sur le fondement de l'article L 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres de la ville de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation du titulaire des marchés.

Le coordonnateur se charge également de la signature et de sa notification.

La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération. Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année, conformément aux articles L 2124-2, R 2124-2, R 2161-2 et R 2121-8 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre n'est pas alloti.

Le montant annuel estimatif des besoins pour la ville de Pérols s'élève à 30 000,00 € HT.

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. Chaque membre du groupement reste maître de la bonne exécution des marchés.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de reconduction comprises.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement;
- Dire que les crédits sont prévus au budget de fonctionnement de la ville de Pérols,
- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 décembre 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

